

LEOPOLD II ET LE GRAND-DUCHE
DE LUXEMBOURG AU PRINTEMPS DE 1867

par

Robert DEMOULIN

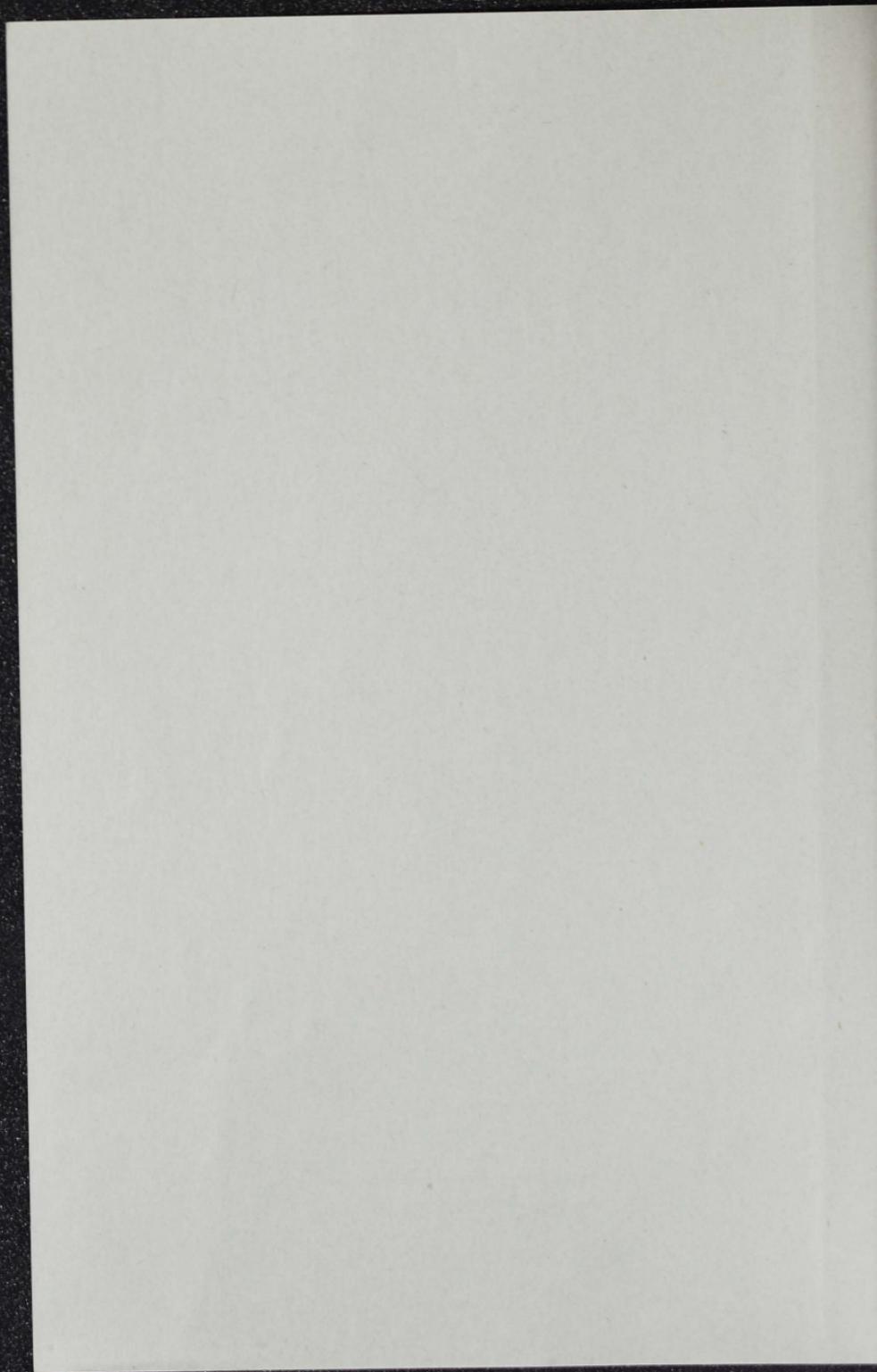
Professeur à l'Université de Liège

Extrait des *Mélanges offerts à G. Jacquemyns.*

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

Editions de l'Institut de Sociologie

1968



Hommage de l'auteur,
R. Demoulin

LEOPOLD II ET LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG AU PRINTEMPS DE 1867

par

Robert DEMOULIN

Professeur à l'Université de Liège

LE 17 décembre 1865, Léopold II prêtait serment devant les Chambres réunies. Il avait trente ans. La politique internationale l'intéressait plus que les querelles médiocres divisant les partis et il rêvait déjà d'expansion coloniale. Il inaugurerait son règne dans une période dangereuse pour les petits Etats. L'Allemagne et l'Italie s'unifiaient et les réactions du Second Empire devant ce bouleversement de l'équilibre renforçaient les inquiétudes qui pesaient sur l'Europe. La Belgique était en très mauvais termes avec la Hollande, le barrage que celle-ci construisait sur l'Escaut dressait les deux pays face à face. C'est dans ces temps difficiles que Léopold II fait ses premiers pas de souverain constitutionnel.

Depuis 1857, les libéraux sont au pouvoir. Charles Rogier est le chef du gouvernement et détient le ministère des Affaires étrangères. Le leader libéral prend de l'âge, « il a soixante-six à soixante-sept ans, car il marche avec le siècle » et le Roi le traite un peu « comme on traiterait un vieux papa qui a perdu son activité »¹. Frère-Orban, ministre des Finances, accroit par contre son ascendant dans les conseils du gouvernement et au Parlement, « il veut tout régler, tout faire, tout conduire »².

Nous exprimons notre reconnaissance à Sa Majesté la Reine Elisabeth pour la gracieuse permission de faire usage des documents conservés dans les Archives Royales de Windsor.

Sigles: *A.A.E.B.* = Archives Affaires Etrangères Belgique
A.A.E.F. = Archives Affaires Etrangères France
A.G.R. = Archives Générales du Royaume (Belgique)
P.R.O. = Public Record Office
R.A.W. = Royal Archives Windsor.

¹ Alphonse VANDENPEEREBOOM, *Notes et souvenirs*, publiés par J. GARSOU, Les débuts d'un grand règne, t. II, p. 38.

² IDEM, *Ibid.*, t. II, p. 76¹.

Le Cabinet est usé, le général Chazal est parti en novembre, remplacé quelques semaines plus tard par le général Goethals, le ministre de l'Intérieur Alphonse Vandenpeereboom est fatigué et supporte mal l'autoritarisme de Frère-Orban.

Le 3 juillet, à Sadowa, la Prusse triomphe. L'inertie française étonne. Mais que cache le jeu de Napoléon III et de Bismarck? A Bruxelles, on est anxieux. On ignore la tractation Benedetti-Bismarck mais on soupçonne des combinaisons peu rassurantes³. Par contre, aux dires de diplomates prussiens, des visées belges sur le Luxembourg s'étaient révélées à la fin de l'été 1866⁴.

Au cours de l'hiver, le sort du Luxembourg préoccupe les chancelleries et la presse se soucie des destinées de ce territoire. Le Grand-Duché de Luxembourg faisait partie de la Confédération germanique depuis 1815. Or cette Confédération est dissoute en 1866. Le Luxembourg sera-t-il membre de la nouvelle Confédération que Bismarck échafaude? Les Luxembourgeois ne le souhaitent pas. Cependant la forteresse de Luxembourg est occupée par des troupes prussiennes au nom de la Confédération; comment amener Bismarck à retirer ses troupes? Le souverain du pays, le roi de Hollande, Guillaume III, souhaite se débarrasser de ce territoire qu'il considère comme une charge, mais ce n'est pas l'avis de son frère le prince Henri, gouverneur du Grand-Duché.

Dans le courant du mois de mars, des rumeurs circulent sur la cession du Luxembourg à la France. Le 13 mars, Léopold II écrit à sa cousine la reine Victoria, avec laquelle il est à l'époque en excellents termes (ce ne sera que plus tard que leurs relations deviendront moins cordiales), d'avertir le secrétaire d'Etat au Foreign Office, lord Stanley, « qu'il y a beaucoup d'intrigues françaises en ce moment dans le Luxembourg hollandais » et il ajoute: « J'espère que Bismarck ne songe pas à laisser l'Empereur Napoléon acquérir le Luxembourg Hollandais. Ce serait une pointe bien dangereuse pour les Provinces Rhénanes et même pour nous »⁵. Huit jours plus tard, il fait à nouveau part de ses craintes: « Je ne sais pas trop ce qui se passe pour le Luxembourg hollandais, mais je suis certain qu'il y a quelque chose. Ce quelque chose se traite, je pense entre Paris et La Haye et en dehors de la Prusse dit-on. Les journaux allemands impriment que le Parlement de Berlin va évoquer la question et

³ Sur l'activité de ce diplomate, nous renvoyons à l'ouvrage le plus récent de Willard Allen FLETCHER, *The Mission of Vincent Benedetti to Berlin 1864-1870*, La Haye, 1965, au chapitre V, *The French Compensation Proposals*, pp. 107-140, et *The Luxembourg Compensation Project*, pp. 141-183.

⁴ *Die auswärtige Politik Preussens 1850-1871. Diplomatische Aktenstücke*, t. VIII, p. 45, Perponcher à Bismarck, La Haye, 25 août 1866, conversation Van Zuylen-Perponcher 25 août 1866, et *ibid.*, p. 59, Balan à Bismarck, Bruxelles, 7 septembre 1866, Rogier déclara à Balan: « Nous ne serions pas fâchés de rattraper à cette occasion le Luxembourg ».

⁵ *R.A.W.*, Q2 (14), Léopold II à Victoria [Bruxelles], 12 mars 1867.

peut-être alors Bismarck fera-t-il quelque déclaration intéressante »⁶. Léopold II ne se doutait point du retentissement mondial de la réponse du chancelier allemand à l'interpellation du député national libéral Bennigsen, au Reichstag le 1^{er} avril!

Avant que n'éclate la crise par l'interpellation Bennigsen, Léopold II a exprimé son indignation avec force: « Je trouve cette vente des blancs en 1866 au cœur de l'Europe une infamie. On dit pour masquer cette honteuse transaction que l'on consultera les populations. Si cela se fait, cela ne se fera pas sérieusement car dans tout le Grand-Duché, il n'y aurait pas *10 voix pour la France* » et il s'appuie sur des considérations fiscales, le Luxembourgeois paie bien moins d'impôts que le Français et même que le Belge, et économiques, c'est « *lui faire perdre* tous les avantages commerciaux dont il jouit aujourd'hui comme membre du Zollverein »⁷.

Le roi des Belges, dans cette condamnation d'une opération franco-prussienne faisant fi des vœux des populations, n'est pas sans arrière-pensée. Le 2 avril, il ne dissimule plus ses vues à sa cousine: « La grande préoccupation sur le continent reste la question du Luxembourg. En Belgique surtout, on s'intéresse très vivement au sort du Grand-Duché qui, jusqu'en 1839 a fait partie de ce Royaume. A cette époque, les Puissances nous ont obligé de céder les deux territoires connus aujourd'hui sous le nom de Limbourg et de Luxembourg hollandais. Malgré cette séparation forcée, les sympathies les plus vives nous unissent encore. On dit que l'Europe va maintenant être appelée à se mêler de nouveau de cette question, s'il devait en être ainsi, j'espère que les cabinets s'arrangeraient de façon à ce qu'il soit laissé aux Luxembourgeois *toute liberté* de décider eux-mêmes de leur sort futur. Il faudrait pour arriver à la vérité, consulter les populations *avant la vente ou cession* et *pendant le vote neutraliser en quelque sorte toute la contrée interrogée* afin qu'elle puisse se décider et parler en toute liberté »⁸.

Les vues royales sur l'organisation d'un plébiscite sont claires, les expériences récentes à Nice et en Savoie, la consultation indéfiniment remise au Slesvig lui font réclamer une organisation idéale des consultations populaires que notre siècle n'a pas encore réalisée. D'un plébiscite honnête, Léopold II, dans le secret de son cœur, attendait un retour à la mère patrie des frères abandonnés en 1839. La presse belge commençait d'ailleurs à évoquer une telle solution. Dès le 2 avril, *La Meuse*, dans la « Revue politique », c'est-à-dire en première page, première et deuxième colonnes, propose sous titre, ce qui est inhabituel dans cette Revue politique, *Une solution de la question luxembourgeoise*, l'érection du Grand-Duché en pays neutre et indépendant, ne relevant ni de la

⁶ R.A.W., Y 159 (31), Léopold II à Victoria [Bruxelles], 20 mars 1867.

⁷ R.A.W., Q 2 (15), Léopold II à Victoria, Bruxelles, 26 mars 1867.

⁸ R.A.W., Q 2 (16), Léopold II à Victoria, Bruxelles, 2 avril 1867, envoyée à Lord Stanley le 3.

France ni de la Prusse, ou la restitution à la Belgique « si tant est bien entendu que la population luxembourgeoise y consente et le désire », la forteresse devant être démolie⁹.

La gravité de la crise franco-prussienne, la menace de guerre planant sur l'Europe dans les premiers jours d'avril, contraignirent Léopold II à renoncer à prendre une initiative quelconque. Un conflit pouvait faire sombrer l'Etat belge. Contribuer à éviter la guerre était la tâche essentielle jusqu'au moment où une légère détente se produisit à la suite de la communication du ministre des Affaires étrangères, Moustier, à la tribune du Corps législatif le 8 avril: la France renonçait à réclamer le Luxembourg, mais exigeait le retrait de la garnison prussienne et était prête à régler le différend de concert avec les autres puissances signataires des traités de 1839. Léopold II parlait déjà de la « *réunion de la conférence* » comme d'une chose décidée¹⁰.

Le 9 avril, Léopold II, que préoccupent bien plus les desseins hollandais concernant l'Escaut oriental¹¹ ne revient plus à la charge. « L'affaire du Luxembourg est devenue une question européenne, je n'ai donc rien de neuf à vous en dire ». Il ajoute cependant des bruits qui courent dans toutes les chancelleries et les rédactions de journaux: « On prétend que c'est une Dame du demi-monde de Paris, très liée avec le roi de Hollande, qui aurait commencé la négociation de cette affaire. Cette Dame s'appelle Madame Musard. Le Roi des Pays-Bas lui donne, assure-t-on, des sommes folles. Le Prince d'Orange est à Paris, il y mène une vie peu régulière et dans le quart du monde, on l'appelle *Citron* »¹².

Le 10 avril, Léopold II se rendit à Paris où venait de s'ouvrir l'Exposition universelle, il désirait se rendre compte de la qualité de la section belge. Mais la véritable raison était de s'informer des intentions françaises et de dissiper, autant que possible, les fâcheuses conséquences sur l'opinion française, du mariage de son frère Philippe avec la princesse Marie de Hohenzollern. A l'Ambassade britannique, on attendait beaucoup de cette visite car Léopold devait se rendre à Berlin, précisément pour le mariage de ce frère: « he

⁹ L'Editorialiste de *La Meuse* écrit: « Cette idée qui semble prétentieuse et inadmissible en ce moment fera peut-être son chemin ». Il conclut: « (...) Dans tous les cas, ce n'est que lorsque le Grand-Duché sera, ou indépendant ou belge, que la question du Luxembourg sera résolue définitivement de façon à ne plus renfermer dans son sein les germes d'un conflit européen ». *La Meuse*, 2 avril 1867, 1^{re} page, 2^e col.

¹⁰ *R.A.W.*, Q 2 (17), Léopold II à Victoria, Bruxelles, 9 avril 1867.

¹¹ « Il est bien regrettable que la Hollande choisisse le moment actuel pour nous provoquer. Avant-hier, la Hollande nous a fait notifier la fermeture de la navigation sur l'Escaut oriental. Le canal il est vrai est ouvert mais le barrage fera ensabler l'Escaut entre Anvers et la Mer et compromet tout notre avenir commercial. Il n'y a malheureusement plus que les marques d'intimidation qui puissent arrêter le gouvernement hollandais et conserver à tous les navires du monde l'accès de notre grand fleuve ». *R.A.W.*, Q 2 (17), Léopold II à Victoria, Bruxelles, 9 avril 1867.

¹² *Ibid.*

might become the medium of communicating with the Prussian Government »¹³.

Il descendit à l'Hôtel Walewski, avenue Montaigne, que la Commission belge avait loué. Il rencontra l'empereur Napoléon à plusieurs reprises et retira de ces différents entretiens la conviction que la France n'exigeait plus que la retraite prussienne du Luxembourg. Dès le 12 avril, il écrit à sa cousine: « J'ai déjà vu l'Empereur deux fois et il a été très aimable et très confiant. Il m'a dit que Bismarck l'avait trompé, que Bismarck l'avait encouragé dans cette affaire du Luxembourg et puis que tout à coup il avait refusé de céder la forteresse. »¹⁴ Le bruit d'une alliance entre Bruxelles et Berlin avait couru, le mariage de Philippe et de Marie soulevait nombre de commentaires tandis qu'un voyage de Chazal en Bavière et en Autriche, voyage qui devait se poursuivre en Prusse inquiétait la diplomatie française¹⁵. « L'Empereur m'a demandé à moitié en badinant si je savais que l'on disait que nous avions fait un traité avec la Prusse. J'ai répondu que cela nous était impossible et que la garantie de notre neutralité par les 5 puissances excluait naturellement notre alliance avec une seule »¹⁶, écrivait Léopold le 12 avril à sa cousine.

Léopold II, au début de ces entretiens, était nerveux et assez timide¹⁶. Soucieux de ne pas se compromettre, il avait sans doute gardé avec l'Empereur une prudente discrétion sur ses vues de rétrocession. A un diplomate perspicace, lord Cowley, ambassadeur d'Angleterre, il n'avait pu dissimuler le fond de sa pensée. Il lui déclara même que les fonds pour l'acquisition seraient aisément trouvés¹⁷. Ainsi, Léopold II ne renonçait pas. Le ministre de Belgique à Paris, Beyens informait d'ailleurs le secrétaire particulier de Rogier de négociations actives dans ce sens¹⁸.

La diplomatie anglaise avait cherché à éviter le pire et parmi les solutions, la cession à la Belgique avait été retenue. Si le 7 avril, Stanley reconnaissait que, vu sa neutralité, la Belgique pourrait difficilement accepter l'adjonction du Luxembourg à son territoire¹⁹, le lendemain le célèbre sous-secrétaire d'Etat permanent au Foreign Office, Hammond voyait une solution dans le

¹³ *R.A.W.*, I 71 (69), Cowley à Stanley, privée, Paris, 11 avril 1867.

¹⁴ *R.A.W.*, Q 2 (18), Léopold II à la reine Victoria, Paris, le 12 avril 1867.

¹⁵ *Origines diplomatiques de la guerre de 1870*, t. XVI, p. 23, entretien Rogier — Comte de Comminges-Guitaud du 15 avril: Rogier donne sa parole d'honneur qu'il n'y a pas de traité conclu entre la Belgique et la Prusse, il a été décidé que Chazal n'irait pas à Berlin. *A.A.E.F., Correspondance politique Belgique* 57 (216), fol. 71, de Comminges-Guitaud à Moustier, Bruxelles, 25 avril 1867. Il a reçu la veille Chazal qui a protesté contre le caractère donné à sa mission.

¹⁶ *R.A.W.*, I 71 (74), Cowley à Stanley, Paris, 12 avril 1867, privée.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *A.A.E.B., Luxembourg 1867*, 12, n° 199, Beyens à Le Grelle, Paris, 12 avril 1867.

¹⁹ *Origines diplomatiques de la Guerre de 1870*, t. XV, p. 334, La Tour d'Auvergne à Moustier, Londres, 8 avril 1867.

transfert du Luxembourg à la Belgique, car le Grand-Duché passerait alors sous la garantie belge; il faisait cependant deux objections dont une seule était valable, le refus de l'Allemagne de céder une partie du « Fatherland », la deuxième objection était sans portée car la Belgique serait certes disposée à donner au roi de Hollande la compensation pécuniaire demandée²⁰.

A Windsor, le mercredi 10 avril, en fin de soirée, le secrétaire privé de la Reine, le général Grey, discutant la question avec le gendre de la Reine, le prince Christian de Slesvig-Holstein, eut l'idée que si la Belgique payait la somme requise, la question luxembourgeoise serait résolue par l'acquisition du pays et de la forteresse par la Belgique. En étendant au Luxembourg la neutralité garantie à la Belgique, on assurerait à la France et à la Prusse la sécurité contre l'agression de l'autre puissance²¹. Grey en fit part immédiatement à la Reine et deux jours plus tard, il revenait à la charge, cette fois, auprès du Secrétaire d'Etat, en insistant sur les avantages de cette cession pour la sécurité belge²². Mais le fameux plan Beust allait gêner singulièrement Léopold II.

A Paris, des trois hypothèses envisagées par Stanley, soit la cession du Luxembourg à la Belgique, soit le maintien du régime actuel avec promesse du roi de la Hollande de ne céder le Grand-Duché à personne et démolition de la forteresse, soit la consultation des populations, la forteresse étant également démolie, l'Empereur et ses ministres ont préféré la seconde et fait le plus d'objections à la première. Mais le 11 avril, le ministre des Affaires étrangères, Moustier modifie son appréciation. Le fameux projet Beust explique son revirement: « Cependant, en y réfléchissant beaucoup, je me demande si la meilleure combinaison ne serait pas de faciliter la réunion du Grand-Duché à la Belgique, en nous en faisant un mérite aux yeux de l'Angleterre et aux yeux du peuple belge, et en cherchant à en tirer quelque avantage. Nous pourrions par exemple nous faire céder Philippeville et le duché de Bouillon, idée que nous suggère M. le Baron de Beust, et obtenir une union douanière entre la France et la Belgique

» Mais il me semble qu'il y aurait peut-être quelque utilité à ne pas raser la forteresse et à la confier aux Belges comme protection de leur neutralité vis-à-vis de l'Allemagne »²³.

Tout le monde connaît l'alternative de la proposition de médiation autrichienne: « 1° Le Luxembourg resterait à la Hollande et la Prusse évacuerait la

²⁰ P.R.O., F.O. 519/193, Hammond à Cowley, Londres, 8 avril 1867, il terminait: « Altogether it is a nice mess ».

²¹ R.A.W., I 71 (63), Grey à Victoria [Windsor], 10 avril 1867 (Wednesday night).

²² R.A.W., I 71 (71), Grey à Stanley, Windsor Castle, 12 avril 1867.

²³ *Les origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, t. XV, p. 369, Moustier à La Tour d'Auvergne, part. et conf., [Paris], 11 avril 1867.

forteresse en renonçant au droit de garnison; 2° Le Luxembourg serait réuni à la Belgique qui céderait en échange à la France une bande de territoire comprenant les petites forteresses qui ont été laissées à la France en 1814 et reprises en 1815 »²⁴.

La cession d'un territoire belge est inacceptable pour Léopold II qui repousse le projet avec vivacité: « On me dit que *M. de Beust* a mis en avant l'idée de donner le Luxembourg à la Belgique et de nous prendre pour la donner à la France une partie du Hainaut.

» Je n'ai guère besoin de repousser cette combinaison, je ne saurais trafiquer des Belges, je ne puis appeler le rêve malsain de *M. de Beust* un effort tenté pour la paix du monde. Cette idée ne peut qu'augmenter la confusion existante. Il me semble que la meilleure chose à faire serait de neutraliser le Luxembourg et de tâcher que les Prussiens quittent la forteresse. L'Empereur m'a dit aujourd'hui qu'il se contenterait de cela »²⁵.

Léopold II se gardait bien de préciser le sort de ce Luxembourg neutralisé et comme l'empereur Napoléon acceptait cette solution, Léopold II écrivait: « Je dois dire que pour le moment je trouve l'Empereur très conciliant et si on l'était autant à Berlin, tout finirait vite. L'Empereur consentant à renoncer à la possession du Luxembourg, je trouve que la Prusse devrait alors de son côté renoncer à tenir garnison dans la forteresse »²⁶.

Le lendemain, le 17 avril, Léopold II revit l'Empereur. « L'entrevue a été des plus cordiales. L'Empereur a dit qu'il ne voulait pas d'accroissement de territoire, qu'il voulait seulement que les Prussiens sortissent de la forteresse de Luxembourg. Que le Luxembourg pouvait rester au Grand-Duc ou être donné à la Belgique, qu'il n'y voyait nulle objection »²⁷. Ainsi Léopold II avait tout lieu de trouver son hôte charmant. L'Empereur avait cependant des arrière-pensées. « Il a parlé d'une union douanière ». Mais Léopold II avait le sens de l'esquive. « Le Roi a répondu que cela avait été refusé au Roi son

²⁴ H. ONGKEN, *Die Rheinpolitik Kaiser Napoleon III von 1863 bis 1870 und der Ursprung des Krieges von 1870-1871*, t. II, 408, Beust à Metternich, Vienne, 8 avril 1867.

²⁵ R.A.W., I 71/94, Léopold II à Victoria, Paris ce mardi 16 [avril] 1867. Léopold II envoya son secrétaire Jules Devaux chez l'ambassadeur lord Cowley pour lui dire qu'il ne pouvait admettre ce plan que Cowley juge « a more insane project, I never heard of, letting alone the chopping and changing of men like sheep ». Cowley à Stanley, Paris, 16 avril 1867, cf. M.R.D. FOOT, *Great Britain and Luxembourg 1867*, *English Historical Review*, vol. LXVII, n° 264, juillet 1952, p. 367 et Richard MILLMAN, *British Foreign Policy and the Coming of the Franco-Prussian War*, p. 74⁵.

²⁶ R.A.W., I 71/94, Léopold II à Victoria, Paris ce mardi 16 [avril] 1867.

²⁷ R.A.W., I 71 (106), Jules Devaux à Van de Weyer, Bruxelles, 18 avril 1867 au soir, en rentrant de Paris et sur les ordres du roi. Napoléon déclara le 18 à Cowley qu'il était indifférent au sort du Grand-Duché, le laisser à la Hollande, le donner à la Belgique, le neutraliser, raser la citadelle, peu lui importait mais la retraite de la garnison prussienne était nécessaire, sinon c'était la guerre. R.A.W. I 71 (107), Cowley à Stanley, Paris, 18 avril 1867.

Grand-Père [Louis-Philippe] et l'Empereur n'a pas insisté »²⁸. Mais dans une conversation avec Cowley, Léopold II fut plus explicite sur sa réponse: une union douanière avec la France était impossible, car un petit pays ne pouvait se permettre de placer tous ses intérêts matériels entre les mains d'un puissant voisin et sa remarque finale ne manquait pas de malice: « en Souverain constitutionnel, il ne pouvait s'entretenir de telles questions en l'absence de ses ministres »²⁹. Dieu sait cependant si depuis le début de la crise Léopold II avait mis ses ministres dans la confiance de ses projets!

Au moment où Léopold II quittait l'Hôtel Walewski pour aller à la gare du Nord le 18 avril après-midi, le prince Napoléon est venu le voir et lui a dit: « L'Empereur renonce au Luxembourg, cela devrait revenir à la Belgique, les populations le désirent. L'Empereur ne vous demande pas de modification de frontières. L'Empereur exige seulement que les Prussiens évacuent Luxembourg. *Tout cela m'a été dit textuellement par le prince Napoléon* »³⁰.

Ces lettres parvenaient à Londres peu après que Van de Weyer, qui venait de regagner son poste via Paris³¹, eut exposé à Stanley le 15 avril dans l'après-midi la thèse de la neutralisation du territoire luxembourgeois et de sa remise à la Belgique. Ce n'était point de sa part une proposition officielle mais simplement une communication, faite sous sa propre responsabilité, pour essayer de découvrir l'opinion du gouvernement britannique³². L'influence du Roi était indéniable sur le diplomate belge, au fond de lui-même fort réservé à l'égard du projet. Stanley, dans sa réponse, se montra réticent. Mais le secrétaire privé de la Reine, Grey, se passionnait pour la rétrocession à la Belgique et, à sa demande, il écrivit, au nom de la Reine, au premier ministre lord Derby: laisser le Grand-Duché au roi de Hollande, c'est l'abandonner à la France car les besoins financiers de ce Roi le pousseront rapidement à conclure son marché privé avec la France. La solution la plus satisfaisante est la cession à la Belgique, le statut de neutralité de cette dernière étant ainsi étendu au Grand-Duché³³. Mais là aussi le projet Beust vint tout bousculer. Derby renvoya immédiatement le message à Windsor avec la nouvelle reçue une heure plus tôt de Paris, du rejet par Léopold II du plan autrichien. Le

²⁸ R.A.W., I 71 (106), Jules Devaux à Van de Weyer, Bruxelles, 18 avril 1867.

²⁹ R.A.W., I 71 (107), Cowley à Stanley, Paris, 18 avril 1867.

³⁰ R.A.W., I 71 (110), Léopold II à Victoria, Bruxelles, 19 avril 1867 et R.A.W., I 71 (106), Jules Devaux à Van de Weyer, Bruxelles, 18 avril 1867 au soir. « Au moment où le Roi quittait l'hôtel pour aller à la gare est arrivé le prince Napoléon, évidemment envoyé par son cousin. Il a tenu le même langage que l'Empereur. Le Luxembourg pourrait être donné à la Belgique. Il est plus Belge que Français ou Allemand ».

³¹ *The Letters of Queen Victoria*, 2^e série, vol. I, p. 418. *Journal de la reine Victoria*, Windsor, 17 avril 1867.

³² R.A.W., I 71 (81), Stanley à Cowley, Foreign Office, 15 avril 1867.

³³ R.A.W., I 71 (88), Grey à Derby, Windsor Castle, 16 avril 1867.

premier ministre pensait que la Reine regretterait cette décision³⁴. Par contre, le sous-secrétaire Hammond repoussa carrément le projet Beust, mais donnerait très volontiers le Luxembourg à la Belgique sans la moindre cession de territoire belge³⁵.

Mais la crainte d'un conflit grandit à Londres et avec elle l'appréhension pour l'indépendance de la Belgique. Comme Bismarck n'entend pas retirer la garnison prussienne, la guerre apparaît inévitable à certains. Van de Weyer est pessimiste et il a fait partager ses sentiments alarmistes à la Reine³⁶. Victoria supplie son premier ministre de faire entendre clairement que l'Angleterre est prête à défendre « the Independence of Belgium with the whole strenght of the British Empire »³⁷.

Mais le gouvernement anglais n'entendait pas prendre position avant que la neutralité belge ne soit violée et était trop avisé pour se laisser séduire par la harpe bismarckienne³⁸; l'homme d'Etat allemand, dès le début de la crise, avait en effet cherché à se concilier les bonnes grâces anglaises en évoquant les menaces françaises sur la Belgique.

La menace de guerre fait passer au second plan le sort à réserver au Grand-Duché. Pour éviter un conflit franco-allemand, plein de périls pour la Belgique, il fallait faire pression à Berlin pour amener Bismarck à retirer la garnison prussienne. Le gouvernement anglais engage Bismarck à réfléchir sur l'infériorité navale de la Prusse, face à la France. La destruction de la flotte frapperait durement le commerce allemand, une crise financière en résulterait, qui réduirait la prépondérance de la Prusse sur les confédérés et relâcherait

³⁴ R.A.W., I 71 (91), Derby à Grey, Roehampton, Tuesday [16 avril 1867], 9.30 p.m.

³⁵ P.R.O. F.O. 519/193, Hammond à Cowley. Foreign Office, 18 avril 1867. « What a fool Beust made of himself in suggesting that a slice of Belgium should be given to France instead of Luxemburg. It might be very well to give Luxemburg to Belgium without a consideration, but it would be out of the question to take a slice from Belgium. I hope the Emperor will keep his hands off that Country, happen what may ».

³⁶ P.R.O. F.O. 519/182, Stanley à Cowley, 18 avril 1867. « We seem to have got to a deadlock. You will see [il envoie 3 dépêches] that Bismarck backs out of anything he may have said by way of encouraging Beust's proposal. It is clear, so far as words can make it so, that he will not consent to evacuate the fortress, and if so, all our fine schemes of neutralisation fell to the ground. The Belgian Government appears to entertain insuperable objections to any proposal which involves exchange of territory. Van de Weyer looks on the whole business as very serious, indeed he seems to expect immediate invasion and he has induced a greater personage to share in his alarm. »

³⁷ *The Letters of Queen Victoria*, 2^e série, t. I, p. 419, Victoria à Derby, Windsor Castle, 19 avril 1867.

³⁸ P.R.O. F.O. 519/193, Hammond à Cowley, privée, 17 avril 1867. « We shall not allow ourselves to be led into the mess out of an apprehension for contingencies as regards Belgium. If they are realized we must deal with them; but the best mode of bringing them about is to show intently fidgetiness on the subject. The Prussians have harped on that string for the beginning, but have found no response ».

l'union toute récente³⁹. Cette pression à Berlin, Léopold II la réclame avec une particulière insistance. Comme nous l'avons vu plus haut, au sortir de ses entretiens des 16 et 17 avril avec l'Empereur, il est convaincu de la nécessité de faire fléchir Bismarck et il implore l'intervention anglaise: « (...) *je crois que la paix du monde dépend en ce moment de l'Angleterre* », écrit-il à Victoria⁴⁰. « Je comprends très bien que l'Angleterre veuille rester neutre dans le cas d'une guerre entre la France et l'Allemagne, tout en pensant que *cela serait à la longue très difficile*. Mais je supplie votre Gouvernement de faire tout ce qu'il pourra *pour la Paix*. La France est très raisonnable. Elle renonce à annexer le Luxembourg. Mais la Prusse doit de son côté faire une *concession et évacuer la forteresse* après avoir reçu des garanties que le Luxembourg serait neutralisé.

» L'Angleterre, d'accord avec l'Autriche, peut amener les Prussiens à céder et je me permets de dire qu'elle *ferait ainsi une bien bonne action*. Il y a des devoirs de chrétiens et de puissance civilisatrice qu'il faut remplir. » Léopold II ensuite, se fait louangeur: « Quelle belle page à ajouter à toutes celles de Votre règne et à l'histoire de l'Angleterre que celle où l'on pourrait dire qu'en 1867 c'est la Reine et la Grande-Bretagne qui ont empêché le continent de se couvrir de massacres, de sang et de désolation. » Léopold II a gardé tout son sang-froid, n'a-t-il pas jeté dans sa lettre l'idée de neutralisation du Luxembourg qui justifierait la fusion des deux pays? Après avoir sacrifié à l'emphase, l'homme réaliste réapparaît: « A Berlin, je ferai tout ce que je pourrai en faveur d'une conciliation. Il serait bien utile que Votre Ambassadeur reçût l'ordre de travailler dans le même sens » et il termine: « Maintenant, Chère Cousine, je Vous baise la main et Vous supplie d'épargner au monde une catastrophe horrible et bien menaçante. Je pars à 3 heures pour Bruxelles et suis pour la vie votre tout dévoué Cousin, Léopold »⁴¹.

Rentré à Bruxelles, le Roi adressa une nouvelle lettre à sa cousine reprenant les mêmes thèmes: « Pour Dieu, chère Cousine, que l'on arrête le torrent, on le peut encore » et il fait craindre une extension générale du conflit, les Russes profitant des circonstances pour s'installer à Constantinople⁴². Le soir du même jour, seconde lettre du Roi: « La situation est bien grave. Jamais on ne retrouvera l'occasion de rendre au monde un service pareil à celui que le Gouvernement britannique peut lui rendre en cet instant. C'est l'humanité toute (*sic*) entière qui est menacée (...) » et, poussant le tableau au noir, il conclut: « si nous avons la guerre entre la France et l'Allemagne, nous aurons aussi je le crains pour finir celle de la France victorieuse contre l'Angleterre isolée »⁴³.

³⁹ R.A.W., I 71 (96), Stanley à Loftus, ambassadeur à Berlin, Londres, 17 avril 1867.

⁴⁰ R.A.W., I 71 (105), Léopold à Victoria, Paris, 18 avril 1867.

⁴¹ R.A.W., I 71 (105), Léopold à Victoria, Paris, 18 avril 1867.

⁴² R.A.W., I 71 (110), Léopold II à Victoria, Bruxelles, 19 avril 1867.

⁴³ R.A.W., I 71 (111), Léopold II à Victoria, Bruxelles, 19 avril soir [1867].

Le lendemain du retour de Paris, le 19 avril, les bruits de guerre grandissaient. Les Bourses avaient été très mauvaises. La panique avait saisi les spéculateurs. Dans cette atmosphère tendue, Léopold II réunit ses ministres dont tout le monde sait aujourd'hui qu'ils étaient d'avis différents sur la politique à suivre dans la question du Luxembourg⁴⁴.

Le 21 avril, le Roi, à la veille de son départ pour Berlin, réunit une nouvelle fois ses ministres et revint à nouveau sur l'effort militaire à fournir, avec une telle insistance qu'il agaça Frère-Orban.

Le 22 avril au soir, il partait pour Berlin, bien décidé à remplir la tâche de conciliation qu'il s'était fixée. L'absence de Bismarck, qui s'est retiré à Varzin depuis le 18 et qui ne rentra à Berlin que le 24 au soir, suspendit toute négociation et l'atmosphère était lourde en Europe dans l'attente de la décision prussienne. Des bruits divers couraient: désaccord entre le roi Guillaume et son chancelier, rencontre secrète Bismarck-Gortchakoff, voyage de Bismarck en France. Les journalistes et les diplomates spéculaient sur les événements et les hommes de finances aussi. La baisse boursière s'accroissait. Les rumeurs de réarmement à Paris enflammaient l'opinion prussienne.

Contraint de rentrer à Berlin pour le mariage princier, Bismarck reçut successivement le 25 avril les ambassadeurs russe, Oubril, autrichien, Wimpffen et anglais Loftus. Quel est celui d'entre eux qui a exercé sur l'homme d'Etat prussien la pression la plus forte? La réponse est malaisée. Il semble bien que ce soit l'attitude de la Russie qui ait surtout amené Bismarck à céder⁴⁵.

Grâce à de « vagues assurances » reçues de Berlin, Gortchakoff considérait que la paix peut être sauvée par la neutralisation du Luxembourg et l'extension à ce duché de la garantie qui protège la Belgique et il donne des instructions à Brunnow pour proposer une conférence à Londres pour conclure cet arrangement. La proposition russe est immédiatement soutenue par la reine Victoria mais Stanley fait des réserves: il était indispensable que les puissances participantes soient prêtes à se soumettre à la décision de la Conférence.

Mais la volonté de Bismarck de n'accepter une conférence que s'il avait l'appui de son opinion publique a provoqué des réactions. Le gouvernement russe était particulièrement réfractaire à une telle conception. Le gouvernement russe a fait savoir à Berlin qu'il était impossible pour les gouvernements étrangers d'accepter la position de Bismarck, « that public opinion in Germany is to be appealed to as the Sovereign Arbiter on International questions.

⁴⁴ Les *Notes et souvenirs* de VANDENPEEREBOOM publiés par J. GARSOU, t. II, pp. 76 et ss. sont pleins de renseignements à cet égard.

⁴⁵ *Die auswärtige Politik Preussens, 1850-1871. Diplomatische Aktenstücke*, t. VIII, pp. 735-736, circulaire de Bismarck, 26 avril 1867 et P.R.O. F.O. 519/201, Bloomfield à Cowley, Vienne, 30 avril 1867, « Beust is very happy at the pause which has resulted in the Luxemburg affair, and he takes a considerably (*sic*) share of the merit of the Conference to himself, though it evidently came from Gortschakov ».

Governments have to deal with Governments and not with People (...)»⁴⁶. A Berlin, le 25 avril à 3 heures de l'après-midi, on célébrait le mariage de la princesse Marie de Hohenzollern, fille du prince Antoine de Hohenzollern-Sigmaringen et de la princesse de Bade avec le prince Philippe de Belgique, comte de Flandre. A 5 heures un repas de gala était servi au château, le lendemain, « un déjeuner dînatoire au palais du Roi à deux heures de l'après-midi et le soir une réception du Corps diplomatique » devaient permettre de nombreux contacts⁴⁷.

Bismarck était sur le point de céder, plus à la pression russe qu'à celle de l'Angleterre. Dans la matinée du 27 avril, le roi de Prusse déclara à Léopold II qu'il acceptait sans engagement préalable, la réunion d'une conférence, la neutralisation du Grand-Duché de Luxembourg et la retraite de la garnison prussienne, à condition que la neutralité fût placée sous la garantie européenne⁴⁸. Le lendemain, Léopold II revit encore Guillaume et, fait très remarquable, alors que l'on sort d'une crise très grave où l'on a été fort près de la guerre, devant l'excitation des opinions publiques, Léopold II, rassuré par l'acceptation d'une conférence par la Prusse, revient sans désespérer à son projet initial de réunion du Luxembourg à la Belgique. Le 27 avril, il s'en ouvre déjà prudemment à Loftus, l'ambassadeur anglais, si l'Europe souhaitait qu'il accepte le Grand-Duché pour servir de coussin entre les deux grands voisins, il pourrait considérer comme son devoir de rendre ce service à l'Europe⁴⁹ et le lendemain, le 28, il en écrit à la reine Victoria, elle aussi rassurée⁵⁰: « (...) Je sors de chez le Roi, il accepte la conférence mais une conférence dans laquelle il entrerait sans engagements *préalables*. La Grande affaire est pour moi la réunion de la conférence. Si la conférence ne se réunit pas, c'est la guerre avant quelques semaines.

» *Le Roi et Bismarck sont résignés à évacuer le Luxembourg pourvu que l'on neutralise le pays et qu'on le garantisse. Pour cela, il suffit de nous adjoindre le Luxembourg.*

» Nous paierions au Roi des Pays-Bas ce qu'il désirerait. Si on trouvait cette adjonction du Luxembourg à la Belgique désirable comme le moyen le plus

⁴⁶ R.A.W. I 71 (182), Cowley à Stanley, Paris, 28 avril 1867 (privée), conversation avec Budberg.

⁴⁷ *Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, t. XVI, pp. 164 et 165, télégrammes Benedetti à Moustier, 11 h. 26 matin et 6 h. soir, dépêche du 26, pp. 169-170 et P.R.O. F.O. 27/2770, Cowley à Stanley, le 26 avril à 11 h. a.m.

⁴⁸ R.A.W. I 71 (165), Loftus à Stanley, 27 avril 1867, 6 h. 10 p.m., reçue à 7 h. 30; sur l'acceptation voir R.A.W. I 71 (167), le roi de Prusse à la reine Victoria, Berlin, 27 avril et 2^e partie de sa lettre du 28 avril 1867.

⁴⁹ R.A.W. I 71 (172), Loftus à Stanley, Berlin 27 avril 1867, n° 242.

⁵⁰ La Reine note dans son *Journal* le 28 avril 1867 (R.A.W.): « Got good news on coming home. The Prussians have declared they will consent to the neutralisation of Luxemburg and to the destruction of the fortress—so that there will be no difficulty about going into a conference.»

facile de neutraliser et de garantir le Grand-Duché, nous ne pourrions qu'y applaudir à la condition formelle toutefois que cela ne servirait pas de prétexte pour dépouiller la Belgique d'un autre côté.

» Nous sommes en état de fournir une garnison neutre pour la forteresse ou de payer les frais assez considérables de son nivellement »⁵¹.

Léopold II est tellement acharné à saisir l'occasion qu'une conférence peut offrir à ses ambitions, qu'il revient à la charge quelques heures plus tard:

« Le Roi, Bismarck et tout le monde, sont très bien disposés pour la Belgique.

» Ce qui se passe prouve bien comme il est utile d'avoir de petits états entre les grands pour empêcher de fâcheuses frictions entre ces derniers.

» La Belgique restera dans la crise actuelle fidèle à ses devoirs, elle n'est travaillée d'aucune ambition malsaine.

» Les circonstances, si l'on s'arrange, se prêteraient on ne peut mieux à une nouvelle consécration de notre neutralité dont aujourd'hui on sent partout l'utilité.

» C'est à ce point de vue que la réunion du Luxembourg à la Belgique serait importante. Si cela se faisait (*sic*) il est clair que l'Europe entière donnerait une nouvelle force à notre neutralité dont le rôle serait étendu au Luxembourg.

» Sous ce rapport, la réunion du Luxembourg à la Belgique aurait pour la paix du monde les résultats les plus importants et empêcherait la naissance de bien des complications futures »⁵².

Léopold II a déployé tous ses efforts à Berlin pour convaincre Bismarck à s'asseoir à une table de conférence. Il a gonflé la qualité et la quantité des armements français. Le ministre de Bavière à Berlin, le comte de Montgelas, attribue d'ailleurs un rôle efficace à Léopold II⁵³.

Cette hardiesse du Roi est la conséquence des entretiens qu'il a eus avec le roi Guillaume et Bismarck. Sa timidité tombe. Il découvre à la reine Victoria ses intentions. Mais il prend bien soin de ne pas mettre en avant son gouvernement. Son attitude est souple. A Napoléon III, lui parlant d'une union douanière, il a déclaré, rappelons-le: impossible, je suis un souverain constitutionnel, je ne puis rien sans mes ministres. Pour la reine Victoria, il distingue le roi et son gouvernement: « Je vous ai parlé plusieurs fois déjà du Luxembourg.

⁵¹ R.A.W. I 71 (180), Léopold II à Victoria, Berlin, 28 avril 1867.

⁵² R.A.W. I 71 (181), Léopold II à Victoria, Berlin, 28 avril 1868 (*sic*). De Cologne, le 29 au matin, profitant de la présence dans son train du courrier anglais, il suggère à la Reine d'inviter à Londres pour la conférence les principaux hommes d'Etat du continent. Il lui a semblé que Bismarck était disposé à s'y rendre. « Bismarck ne connaît pas assez l'Angleterre, un séjour à Londres lui ferait un bien immense », R.A.W. I 71 (197).

⁵³ Die auswärtige Politik Preussens, t. VIII, p. 760, par contre, l'ambassadeur d'Autriche Wimpffen réduit singulièrement cette influence. Berlin, 28 avril 1867, *ibid.*, p. 760.

Je l'ai fait en mon nom privé, je tiens à répéter que j'ai voulu que mon gouvernement s'abstint complètement dans cette question afin de ne pas la compliquer par de nouvelles prétentions »⁵⁴.

Pour appuyer ses prétentions, il recourt maintenant à des arguments d'ordre économique, militaire et politique. Le Luxembourg isolé sera étouffé. Il n'est pas viable: « Le Luxembourg pourra-t-il vivre *indépendant* entre les douanes allemandes, françaises et belges? Sa neutralisation l'exclut du Zollverein. Que vont devenir ses nombreuses industries s'il ne trouve pas un autre marché à ses côtés? Comment le Grand-Duché pourra-t-il payer les 5 millions nécessaires au démantèlement de la forteresse ou fournir un contingent assez fort pour y mettre garnison?

» Comment le prince Henri en cela digne représentant du Roi Grand-Duc, pourra-t-il se maintenir *sans troupes étrangères* dans un pays dont il a plusieurs fois violé les libertés? »⁵⁵.

Revenu à Bruxelles le 29 avril, Léopold II n'a donc pas changé d'avis. Rassuré sur les intentions de la Prusse par la réception qui lui a été réservée à Berlin, « on n'aurait pas fait plus pour le tzar » (J. Devaux), satisfait des déclarations de Moltke: « la Belgique ne se trouve pas sur le chemin de la Prusse », le Roi rassuré, caresse l'espoir d'un arrangement favorable. Il retrouve son ministère toujours divisé par la querelle Rogier - Frère-Orban. Le premier rêvait toujours de ramener dans le giron de la patrie les frères perdus⁵⁶. Frère craignait comme la peste de voir le pays possesseur d'une forteresse que deux puissants voisins se disputaient. Le Roi souhaitait secrètement l'accroissement du territoire national, mais il se méfiait de la légèreté et de l'impétuosité de son ministre des Affaires étrangères et il n'entendait pas que la manœuvre diplomatique fût laissée au gouvernement. Il voulait user de ses relations dynastiques pour réussir cette délicate entreprise comme il utilisait personnellement les agents diplomatiques réguliers qui avaient longtemps servi son père et dont on ne savait s'ils dépendaient du Ministre ou du Roi.

C'est ainsi qu'au conseil des ministres du 29 avril, le premier après son retour de Berlin, le Roi préconisait l'abstention comme le « meilleur moyen pour l'[Luxembourg]obtenir ». Il s'agissait de l'abstention de la diplomatie officielle évidemment, car pour sa part il s'exprimait dans un tout autre sens dans sa correspondance avec sa royale cousine et avec Van de Weyer. Celui-ci

⁵⁴ R.A.W. I 71 (213), Léopold II à Victoria, Bruxelles, 30 avril 1867.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ A.A.E.B., *Luxembourg* 1^o.307, Rogier à Beaulieu, ministre à Carlsruhe. Bruxelles, 28 avril 1867, minute: « Les Luxembourgeois se sont unis à nous en 1830 pour conquérir et constituer notre indépendance, qu'ils ont mêlé pour atteindre ce noble but leur sang avec notre sang (...) Et si eux-mêmes désiraient renouer avec nous des liens qui n'auraient jamais dû être brisés, nous leur ouvririons nos bras (...) Bien entendu que tout cela se ferait d'accord avec les Puissances garantes des traités de 1830 que nous sommes résolus à maintenir en tant que cela dépende de nous. »

n'est cependant pas un chaud partisan de la politique royale, mais il est docile. Il a exposé à Stanley les vues de Léopold II et il a reçu une réponse peu encourageante. Il en informe le Roi⁵⁷ et dans une lettre à Jules Devaux, Van de Weyer physiquement diminué et souffrant à nouveau d'une vive attaque de goutte « ayant toutes les peines du monde à grimper les escaliers du Foreign Office », est beaucoup plus explicite sur le caractère de son intervention et sur son échec, qu'au fond de lui-même il ne regrette pas tellement: « Je lui [lord Stanley] ai dit tout ce que je pouvais lui dire, non comme ministre, mais comme *Belge*, comme ANGLAIS et comme homme politique⁵⁸ cherchant à prévoir les dangers de l'avenir. Il a parfaitement compris ce que vous désirez au fond; mais il pense que toute initiative de notre part serait dangereuse dans un moment où l'on ne traite que du maintien du *statu quo* dans le Luxembourg, *moins* l'occupation prussienne de la place forte, *plus* la neutralisation du territoire. La Belgique pourrait plus tard s'entendre avec le Grand-Duc, sans que rien fût changé au régime que l'on veut établir »⁵⁹.

C'est dans le même sens que Van de Weyer dans sa dépêche confidentielle n° 177 s'exprimait à Rogier: « De là aussi mon extrême précaution à ne rien demander, à ne rien solliciter, à m'abstenir comme *Ministre de Belgique* de suggérer une combinaison quelconque, tout en ne laissant échapper aucune occasion d'exprimer à Lord Stanley et aux autres représentants des Grandes Puissances l'opinion qu'il n'y avait à *mes yeux*, et parlant comme homme privé, de solution raisonnable et durable que la cession à la Belgique de la totalité du Luxembourg et que l'Europe n'avait point de meilleur moyen pour éviter plus tard de plus graves complications entre l'Allemagne et la France que de sanctionner dès à présent un arrangement de cette nature entre le Roi Grand-Duc et la Belgique »⁶⁰.

A Bruxelles, où l'on n'était informé que d'une partie des négociations entre les grandes puissances, le Roi persistait à échafauder des opérations subtiles pour aboutir au but rêvé. Le 2 mai, il fait envoyer à Van de Weyer un « mémoire sur le Luxembourg » fort révélateur. Il joue sur tous les tableaux: « (...) M. Van de Weyer pourrait peut-être faire sentir à l'ambassadeur de France en dehors de la Conférence et d'une façon toute privée, que si l'on

⁵⁷ A.G.R., *Papiers Van de Weyer* 39, Van de Weyer à Léopold II, Londres, 2 mai 1867, minute: « Lord Stanley pense que l'on ne peut guère, en présence du maintien du *statu quo*, plus l'évacuation prussienne, proposer une combinaison dont le Roi Grand Duc ne prendrait point l'initiative. Cependant lord Stanley n'oubliera point en conférence nos suggestions auxquelles il s'empresseait lui-même, j'en suis sûr, de se rallier, s'il y avait moyen et ouverture ».

⁵⁸ Van de Weyer avait d'abord écrit « Homme de 1830 ».

⁵⁹ A.G.R., *Papiers Van de Weyer* 40, Van de Weyer à Devaux, Londres, 2 mai 1867, minute.

⁶⁰ A.A.E.B., *Luxembourg* 21 n° 12, Van de Weyer à Rogier, confidentielle n° 177, Londres, 2 mai 1867.

nous avait donné le Luxembourg, il cessait d'être Allemand et sortait du Zollverein. » Mais du côté des Puissances du Nord, l'argument royal, « il faut satisfaire les populations », est évidemment moins solide. « L'on pourrait peut-être faire travailler le comte Bernstorff [ministre de Prusse] et les ambassadeurs de Russie et d'Autriche à une réunion du Luxembourg à la Belgique comme moyen de neutraliser le Pays et de satisfaire les populations. Ceci devrait être aussi fait d'une manière entièrement privée et non officielle. »

Quant à l'Angleterre, il recourt évidemment au leitmotiv de la neutralisation, que l'Angleterre a garanti de défendre et c'est presque une forme de chantage. « Le Gouvernement anglais devrait comprendre que si la question du Luxembourg est mal résolue, c'est un danger perpétuel pour la paix de l'Europe comme pour l'indépendance *garantie* de la Belgique. Il est bien plus probable que l'Angleterre devra défendre cette *garantie* si elle laisse le Luxembourg en dehors de nos frontières que si elle l'y admet. La résistance du gouvernement anglais à la plus sage des solutions, c'est probablement la guerre immédiate et certainement la guerre future.

» La réunion à la Belgique, c'est la disparition d'une grande cause de troubles au nord de la France »⁶¹.

Mais Léopold II voit plus loin. Il veut se concilier les Luxembourgeois. Les habitants de la ville de Luxembourg protestent contre le démantèlement de la forteresse qui va ruiner la ville, ce qui ne serait pas le cas si le Luxembourg était donné à la Belgique neutre qui pourrait fournir un contingent neutre pour la citadelle. Aussi Léopold II écrit-il dans sa note: « Dans la conférence, mon ministre se rappellera et fera sentir à chaque occasion que les Luxembourgeois sont nos frères. Il tâchera sans faire trop pièce au Grand Duc d'améliorer autant que possible le sort des habitants. La démolition ne saurait être aux frais des habitants. Toute expropriation pour cause d'utilité publique demande une indemnité... »⁶².

C'était la même position qu'il prit au Conseil des ministres le 4 mai, mais les ministres, Rogier excepté, ne le suivirent pas, par crainte d'être accusés d'intrigues à l'égard d'un voisin⁶³.

Et l'on connaît le sort de la propagande développée par Rogier et son collaborateur, le jeune Banning, archiviste aux Affaires étrangères et attaché de cabinet depuis quelques mois, ainsi que l'ordre donné au gouverneur du Luxembourg Van Damme et au bourgmestre d'Arlon de s'abstenir de toute action⁶⁴.

⁶¹ A.G.R., *Papiers Van de Weyer* 40, note du Roi envoyée par Devaux à Van de Weyer, Bruxelles, 2 mai 1867.

⁶² *Ibid.*

⁶³ VANDENPEEREBOOM, *Notes et souvenirs*, in J. GARSOU, *op. cit.*, t. II, p. 97.

⁶⁴ *Ibid.*, t. II, p. 98 et A.A.E.B., *Luxembourg* 2^e, n° 60.

Léopold ne voulait à aucun prix se découvrir et il est d'une grande circonspection. Le « mémoire sur le Luxembourg » avait été à peine rédigé que la nouvelle parvint de Vienne de l'acceptation générale de ce que Vienne appelait une nouvelle proposition de Beust: neutralisation du Luxembourg sous le Grand-Duc avec démantèlement de la forteresse. C'est un coup dur mais aussi la nécessité de redoubler de prudence car la Belgique ne peut se payer le luxe de subir une défaite diplomatique. « Si cela est, nos chances diminuent », écrit Devaux à Van de Weyer en transmettant tout de même le mémoire, « c'est plus que jamais le moment de n'avoir pas l'air de tenir au Luxembourg. Il ne faut pas que nous passions pour avoir subi un échec à propos d'une demande que nous n'avons pas faite. C'est vous dire que, d'après le Roi, il y a lieu d'être prudent et plus réservé que jamais. La lettre du Roi, l'autre jour⁶⁵ et le mémoire que je vous envoie aujourd'hui, sont donc des *en cas* qu'on met à votre discrète disposition »⁶⁶. Le Roi, un instant décontenancé par la nouvelle que les Autrichiens appelaient un second plan Beust, a vite retrouvé son ardeur. Dès le 3 mai, il harcèle de nouveau la Reine: « Ma Chère Cousine, je me permets d'appeler de nouveau votre attention sur la question du Luxembourg (...) Je crains fort que si cette combinaison devait prévaloir, nous aurions bientôt de nouvelles complications. Le Luxembourg séparé de l'Allemagne ne saurait vivre à moins qu'on ne le réunisse à la France ou à la Belgique. Démanteler la forteresse c'est ruiner la ville, pourquoi ne pas y mettre une *garnison neutre* et nous confier la garde de ce point important afin d'augmenter encore le nombre des services que la neutralité belge rend à l'Europe?

» Nous n'avons dans toute cette question du Luxembourg jamais voulu la compliquer par nos prétentions éventuelles. Mais aujourd'hui que les grandes Puissances déclarent ne pas vouloir pour Elles du Luxembourg, aujourd'hui que l'Angleterre peut avoir à choisir entre le maintien du Grand Duc et une annexion à la Belgique, je crois devoir dire mais je ne le dis qu'à vous, Chère Cousine, et à Votre Gouvernement dans le cas où l'Angleterre attribuerait le Luxembourg à la Belgique, *nous l'accepterions*.

» Nous serions disposés à payer une large indemnité au Roi des Pays-Bas. La réunion du Luxembourg serait une *nouvelle consécration de notre neutralité, une approbation de notre conduite* pendant les 36 dernières années, une réparation de ce qui nous a été imposé en 1839. Habitué à la protection de l'Angleterre et connaissant tout l'intérêt que Vous prenez à ce qui nous touche, j'ai cru, Chère Cousine, pouvoir *m'ouvrir très franchement avec Vous*.

⁶⁵ Il s'agit de la lettre du 29 avril 1867 (A.G.R., *Papiers Van de Weyer*, 39) à laquelle Van de Weyer répond de Londres le 2 mai 1867 et qui ne figure pas dans les *Papiers Van de Weyer* aux Archives Générales du Royaume.

⁶⁶ A.G.R., *Papiers Van de Weyer* 40, Devaux à Van de Weyer, 2 mai 1867.

» La Conférence a deux points à traiter:

1° l'évacuation prussienne

2° la neutralisation du Grand-Duché.

» C'est à la meilleure et peut-être à la seule manière de bien résoudre ce second point que se rapporte ma lettre.

» Réunir le Grand-Duché à la Belgique, c'est le neutraliser, assurer sa prospérité qui deviendrait une partie de la nôtre, et terminer pour toujours une question délicate et dangereuse si elle reste ouverte »⁶⁷.

Mais c'est dans un esprit plus réticent que furent rédigées les Instructions officielles à Van de Weyer, représentant la Belgique à la Conférence de Londres.

Le Conseil des ministres en délibéra le 5 mai à 11 h 3/4, se trouvant en présence de deux textes, l'un de Rogier, l'autre de Frère-Orban que l'on fusionna⁶⁸.

Rogier, toujours ardent pour la réunion, s'exprimait avec netteté: « Serait-il désirable que la partie du territoire luxembourgeois qui a été enlevée à la Belgique en 1839 lui fit retour en 1867? L'affirmation n'est pas douteuse et si la question était posée au sein de la Conférence, il serait inutile pour ne pas dire puéril, de cacher sous une apparence d'indifférence ou de dédain le sentiment qu'éprouvent tous les Belges »⁶⁹.

Le texte final des Instructions était balancé: pas d'initiative de la Belgique mais celle-ci est prête à un sacrifice pécuniaire pour indemniser le Roi Grand-Duc, si une proposition était faite en faveur de la réunion, il faudrait s'assurer du sentiment des autres puissances et cette proposition ne pourrait être acceptée qu'*ad referendum*. Tout sacrifice territorial était exclu. Sur ce dernier point, Rogier avait lutté jusqu'au bout, dans les conseils des 1^{er} et 2 mai, il était toujours partisan de « céder quelques bribes de terrain pour obtenir le Grand-Duché »⁷⁰. En envoyant les Instructions officielles, le 5 mai, Rogier joignait une lettre à son compagnon de 1830 manifestant l'espoir que « tout en conservant la circonspection et la réserve voulues, il lui sera permis d'atteindre le but désiré »⁷¹.

Le Roi, le 5 mai au soir, persistait à espérer. Le refus de Stanley d'accorder la garantie anglaise fournit un nouvel argument. Vraiment Léopold II fait flèche de tout bois: « L'Angleterre répugne à donner une garantie européenne au Luxembourg indépendant. Qu'on le donne à la Belgique et la garantie qui

⁶⁷ R.A.W., I 71 (232), Léopold II à Victoria, Bruxelles, 3 mai 1867.

⁶⁸ On en trouve de larges extraits dans Paul HYMANS, *Frère-Orban*, t. II, pp. 145-148.

⁶⁹ A.A.E.B., *Luxembourg vol. II* n° 45, Bruxelles, mai 1867. Première minute des instructions envoyées le 5 mai.

⁷⁰ VANDENPEEREBOOM, *Notes et souvenirs*, in J. GARSOU, *op. cit.*, t. II, pp. 95 et 96.

⁷¹ A.G.R., *Papiers Van de Weyer* 36, Rogier à Van de Weyer, Bruxelles 5 mai 1867.

couvre la Belgique s'étendra à lui tout naturellement. La difficulté est tournée »⁷².

Mais le 6 mai, Van de Weyer annonce au Roi que malgré l'appui de la Reine et du général Grey, il n'y a plus rien à espérer pour l'instant. Pour Stanley, la Belgique doit se tenir sur la plus stricte réserve et attendre dans un avenir peu éloigné peut-être des chances plus favorables.

Et Van de Weyer renonçait à la lutte⁷³. Le général Grey, au nom de la Reine, écrivit au Roi dans le même sens que Van de Weyer. Le Roi s'inclina de bonne grâce en remerciant la Reine de sa sollicitude pour la Belgique. « Voici ma réponse: la Belgique ne fera *rien* pour augmenter les difficultés européennes » et il résume une dernière fois sa pensée: « J'ai cru pouvoir Vous dire et faire dire à Ld. Stanley (...) qu'il n'y aurait selon moi que la cession à la neutre Belgique qui pût *sans garanties nouvelles* mettre fin aux inquiétudes du monde. J'ai ajouté que nous avions de l'argent à la disposition du Grand-Duc ». Le Roi ajoutait qu'il « avait voulu remplir un devoir envers nos malheureux Frères du Luxembourg »⁷⁴.

« (...) Consummatum est », écrivait Rogier à son compagnon de lutte de 1830, le 9 mai 1867. « La solution n'en est pas une, c'est un expédient, un palliatif, ce n'est pas le traitement que commandait la solution. Dieu veuille que je me trompe dans mes prévisions (...) »⁷⁵.

Léopold II, qui avait regretté que ses démarches pressante n'eussent point abouti, affirmait de nouveau, le 15 juillet 1867, « que l'affaire du Luxembourg est mal réglée. Ce pays a été laissé en de mauvaises mains et il donnera encore des embarras à l'Europe »⁷⁶ et il ne cessera de tourner ses regards vers la « province perdue » qu'il regrettait toujours en 1892⁷⁷.

Nous avons laissé parler le Roi pour que l'évolution et les nuances de sa pensée se dégagent des textes mêmes. Il est temps de tirer quelques conclusions de cet exposé. Les historiens et spécialement les biographes de Léopold II étaient restés perplexes devant l'attitude royale à l'égard de la question du

⁷² A.G.R., *Papiers Van de Weyer* 40, J. Devaux à Van de Weyer, Bruxelles, 5 mai 1867 au soir. C'est sur l'ordre du Roi que J. Devaux, qui est fort tiède, écrit ce billet qu'il termine: « Ce n'est pas que moi *personnellement*, et ceci entre nous, je trouve que le Luxembourg soit pour nous un très brillant cadeau ».

⁷³ A.G.R., *Papiers Van de Weyer* 39, Van de Weyer à Léopold II, Londres, 6 mai 1867 et A.G.R., *ibid* 40, Van de Weyer à Devaux, le même jour: « J'espère que vous serez avec moi convaincu qu'il n'y a rien à faire pour le moment » (minute).

⁷⁴ R.A.W., I 71 (257), Léopold II à Victoria, Bruxelles, 7 mai 1867.

⁷⁵ A.G.R., *Papiers Van de Weyer* 41, Rogier à Van de Weyer, Bruxelles, 9 mai 1867.

⁷⁶ R.A.W. 92 (31), Léopold II à Victoria, Ostende, 15 juillet 1867.

⁷⁷ Léopold II à Beernaert, Bruxelles, 7 juin 1892, in E. VAN DER SMISSEN, *Léopold II et Beernaert*, t. II, p. 231, cité par H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. VII, p. 211, qui corrige 1869 en 1867.

Luxembourg. Les renseignements dont on disposait étaient fragmentaires. Sans doute s'était-on éloigné de l'appréciation portée par *Le Journal de Bruxelles* le 5 mai 1867 qui faisait état de l'étonnement et de l'irritation de Léopold II lors de son séjour à Berlin devant les démarches de son gouvernement pour obtenir le Luxembourg encore que tout n'était pas faux dans ce qu'écrivait le correspondant berlinois de la feuille catholique: Léopold II ne désirait nullement couvrir publiquement « l'étourderie diplomatique de Rogier »⁷⁸. Louis de Lichtervelde avoue « qu'il est bien difficile de découvrir le fond de sa pensée »⁷⁹ et Henri Pirenne écrit que « le Roi lui-même se renferme dans une abstention qu'il devait regretter plus tard »⁸⁰.

De la documentation réunie se dégage la continuité de la politique royale. Léopold II souhaite la réunion du Luxembourg dès le début de la crise et ne se détourne jamais de son but. Il n'entend pas cependant que son jeu apparaisse sur le devant de la scène politique. Le conflit entre la France et la Prusse est trop grave, qui sait ce qui sortirait de la guerre pour la Belgique, quelle qu'en soit l'issue? Aussi réserve-t-il tous ses efforts à la sauvegarde de la paix dans les moments de plus vive tension, qu'il soit à Paris ou à Berlin. Mais dès qu'un signe de détente apparaît, il revient immédiatement à son plan.

Car c'est d'un plan personnel qu'il s'agit. Avec une netteté parfaite il l'a dit à sa cousine⁸¹. Il est le digne fils de « l'oracle de l'Europe » qui entendait se réserver la direction de la politique étrangère du pays. C'est par la voie des relations de souverain à souverain, par le recours aux alliances de famille, aux liens dynastiques qu'il entend agir. Toute la correspondance avec sa cousine en témoigne, mais aussi ses entretiens à Paris avec Napoléon III et avec le prince Napoléon, ses conversations à Berlin avec le Roi et avec Bismarck.

Qu'il se fasse des illusions sur le crédit dont il dispose, la chose est certaine. Français et Prussiens ne l'informent pas du fond de leur pensée, et pour cause. L'influence russe sur le dénouement de la crise à Berlin lui a échappé, comme l'attribution à Beust de la solution n'est pas entièrement exacte. Mais quoique « timide » et « nerveux » il s'est bien tiré de ses entretiens avec Napoléon III

⁷⁸ *Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, t. XVI, p. 343, de Comminges-Guitaud à Moustier, Bruxelles, 6 mai 1867 et *A.A.E.F., Corr. pol. Belgique* 57, fol. 82, la correspondance est datée de Berlin, 3 mai 1867; *Journal de Bruxelles*, 5 mai 1867, 2^e p., col. 5 et 6.

⁷⁹ LOUIS DE LICHTERVELDE, *Léopold II*, p. 78.

⁸⁰ H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. VII, p. 211. Citons encore Ernest GOSSART, *Emile Banning et Léopold II, 1867-1892*, p. 17: « La divergence d'opinion dans le Cabinet de Bruxelles l'[le Roi] avait empêché, pendant les négociations de 1867, de se prononcer ou d'intervenir même secrètement » et M. WALRAET, *Emile Banning, Un grand Belge 1836-1898*, p. 28: « Léopold II avec lequel Banning n'était pas encore entré en relations personnelles, n'était pas partisan du retour du Grand-Duché à la Belgique ».

⁸¹ *R.A.W. I 71 (213)*, Léopold II à Victoria, Bruxelles, 30 avril 1867.

et il a su utiliser le potentiel de crédit du mariage Hohenzollern, sinon auprès de Bismarck, du moins auprès du roi Guillaume. Or c'était précisément ce dernier qui était le plus dur à fléchir; en l'occurrence Guillaume I^{er}, chef de l'Armée, ne voulait s'incliner sous aucun prétexte. Les relations de souverain à souverain jouèrent alors un rôle considérable. N'est-ce pas Stanley qui écrivait que l'appel personnel de la reine Victoria au roi Guillaume du 22 avril valait bien plus qu'une douzaine de dépêches⁸²?

A-t-il réussi à communiquer son enthousiasme à ses collaborateurs directs? Son chef de Cabinet Jules Devaux n'a pas partagé ses vues. Il a obéi à son maître mais avec résignation. Il n'a jamais manifesté de dynamisme, c'est le moins qu'on puisse dire et il s'est réjoui de l'échec de la politique de Léopold II. Ses lettres à Van de Weyer sont irréfutables: « je vois *non sans plaisir* que le Luxembourg ne nous reviendra pas. C'est un dangereux cadeau »⁸³. Quelle a été l'attitude de son oncle, Jules Van Praet, ministre de la Maison du Roi? Peut-on tirer de la lettre de J. Devaux du 7 mai que le « Mentor » bourgeois s'était laissé séduire par l'habileté et l'ardeur royales à défendre une thèse plus chère aux aînés qu'aux hommes de la jeune génération? Sans doute peut-on répondre par l'affirmative en lisant la dernière phrase de la lettre de son neveu à Van de Weyer: « (...) je suis en ce moment seul à résister au grisement (*sic*) général »⁸⁴. Van Praet d'ailleurs était dans le secret depuis le début⁸⁵. Cette politique royale secrète aurait pu être conduite avec plus de chances de succès si le fauteuil du ministre des Affaires étrangères avait été occupé par une autre personnalité que Charles Rogier. Le vétéran de 1830 avait mis une telle vigueur, une telle impétuosité, un certain manque de tact aussi⁸⁶ à défendre ses visées de réunion qu'il gênait les démarches feutrées du Souverain et rendait malaisée une politique concertée efficace. Le 2 mai, le jugement sévère de Jules Devaux est dur: « Rogier est plus fou que jamais, il ne fait et ne dit que des bêtises. Heureusement qu'il est tellement démenti par tout le monde que cela ne tire pas à conséquence »⁸⁷, et les appréciations d'un

⁸² R.A.W. I 71 (124), Stanley à Grey, Foreign Office, 28 avril 1867: « The Queen's personal appeal will be of more use in that way than a dozen despatches », et P.R.O. F.O. 519/182, Stanley à Cowley (Londres, 22 avril 1867, particulière). « I have tried to get at the Queen (our Queen I mean) and induce her to use her personal influence at Berlin, which is considerable: and, in this I believe I have succeeded ».

⁸³ A.G.R., *Papiers Van de Weyer* 40, J. Devaux à Van de Weyer, Bruxelles, 7 mai [1867].

⁸⁴ A.G.R. *Ibid.*

⁸⁵ A.A.E.B., *Luxembourg* 12, n° 212bis, Van Praet à Rogier (copie), Bruxelles, 14 avril 1867. Le Roi demande l'envoi d'une circulaire démentant que le gouvernement belge s'est mêlé de l'affaire du Luxembourg. Le Roi, s'il était à Bruxelles, réunirait le Conseil pour délibérer sur une affaire qui se rattache aux intérêts les plus graves et à la sécurité du pays et A.A.E.B., *Luxembourg* III, n° 265, Van Praet à Rogier.

⁸⁶ VANDENPEEREBOOM, *Notes et souvenirs*, in J. GARSOU, *op. cit.*, t. II, p. 78.

⁸⁷ A.G.R., *Papiers Van de Weyer* 40, J. Devaux à Van de Weyer, Bruxelles, 2 mai 1867.

collègue à mi-chemin entre les frères ennemis Rogier et Frère-Orban, le ministre de l'Intérieur Alphonse Vandenpeereboom ne sont guère plus flatteuses⁸⁸.

Rogier, au surplus, rencontrait dans le haut personnel de son ministère de fortes résistances. Le directeur de la Politique, Orban, le beau-frère du ministre des Finances, était un adversaire déterminé de l'annexion⁸⁹. Quant au secrétaire général Auguste Lambermont, aux dires du ministre d'Autriche Hügel, « au fond le véritable chef de ce ministère »⁹⁰, il se tint sur une prudente réserve mais fournit de précieux renseignements. Le 13 avril, il rédige une note sur la neutralité luxembourgeoise « qui peut être neutre de deux manières. En continuant de rester un Etat indépendant sous le sceptre du Grand-Duc ou de son frère, ou en rentrant dans la nationalité belge ». Il adresse cette note à Van Praet (?) en le priant de la communiquer à Devaux, alors à Paris, « qui pourra s'il la juge à propos la communiquer plus haut encore ». « Qu'en fera-t-on? (...) Je n'ai aucune opinion à cet égard et ne veux pas même donner un conseil. C'est à vous autres de juger. Ayant sous la main un fait intéressant, je le signale mais je reste coi. Dans tous les cas, je demande que mon nom ne soit pas prononcé. Le Ministre ignore, Orban aussi »⁹¹.

Le principal agent à l'étranger, le ministre à Londres Sylvain Van de Weyer, est un compagnon de lutte de 1830. Rogier réussit quelquefois à l'ébranler, mais jamais pour très longtemps. Le diplomate « anglicisé », mal portant, fatigué, désireux de prendre sa retraite, s'incline rapidement devant l'argumentation de Stanley dont il partage au fond de lui-même les craintes de voir la Belgique se jeter dans un guépier. Ses variations d'attitudes intriguèrent Cowley

⁸⁸ VANDENPEEREBOOM, *ibid.*, Cf. *Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, t. XVI, p. 357, de Comminges-Guitaud à Moustier, Bruxelles, 7 mai 1867.

⁸⁹ A.A.E.B., *Luxembourg 1867*, P., n° 192, note de L. Orban du 11 avril. Il se plaint de deux entrefilets dans le *Moniteur*, journal officiel, et l'*Echo du Parlement*, journal officieux mentionnant la cession éventuelle du Luxembourg à la Belgique. « Le gouvernement ne peut fermer la bouche à la presse libre, mais il ne faut pas que le langage de son organe officiel puisse donner lieu de croire qu'il a des aspirations de conquête. Le Luxembourg peut nous être offert, mais il ne le sera jamais que comme un pis-aller du moins de la part de la France et dans de semblables conditions, il y aurait encore lieu, ce me semble, d'aviser si nous pourrions accepter un cadeau qui un jour peut-être serait pour nous la source d'amers regrets. » Rogier a mis quelques points d'interrogation en marge des dernières lignes et s'est contenté de noter: « Il faudra tenir le *Moniteur* attentif à la forme des articles qu'il reproduit et l'*Echo du Parlement* à sa correspondance. » Cf. E. DISCALLE, « Trois dates de l'histoire du Grand-Duché de Luxembourg, 1839, 1851, 1867 », in *Bulletin de la Classe des Lettres... de l'Académie royale de Belgique*, 1907, p. 315.

⁹⁰ A.A.E.B., 10943, fol. 137, copie correspondance Hügel à Beust, Bruxelles, 13 avril 1867.

⁹¹ A.A.E.B., *Papiers Lambermont*, t. II, minute Lambermont, Bruxelles, 13 avril 1867, sans indication du destinataire.

et sa franchise fut suspectée⁹², mais il était placé dans une situation incommode, soucieux d'obéir au Roi et de respecter les instructions officielles. Beyens, ministre à Paris, était surtout préoccupé par la menace d'un terrible conflit franco-allemand. Quant à J.-B. Nothomb, ministre à Berlin, il connaissait mieux que personne la question par son expérience diplomatique des années trente et par ses intérêts d'affaires au Grand-Duché de Luxembourg, mais son rôle nous échappe⁹³.

A Bruxelles, Rogier n'avait pour l'aider qu'un collaborateur d'élite, Emile Banning. Banning, journaliste de talent, avait publié nombre d'articles dans *L'Echo du Parlement* et « voulait agir sur l'opinion au moyen de la presse belge ou étrangère pour recommander le retour du Luxembourg à la Belgique »⁹⁴. Il avait déjà publié un article dans la *Kölnische Zeitung* du 9 avril et avait des contacts avec le monde de la presse de Bruxelles et de province⁹⁵, mais comme il l'écrit lui-même dans ses Mémoires, « je le [Rogier] secondai avec énergie mais je n'avais pas acquis à cette époque une situation qui me permit d'exercer une action personnelle ». Ce n'est qu'à la fin de 1867 qu'il entra en relation avec le Roi.

Les efforts pour éveiller l'attention de l'opinion belge et de l'opinion internationale, l'appel aux Luxembourgeois, pouvaient-ils influencer les dirigeants de l'époque? Sans doute au Grand-Duché de Luxembourg, la France a déployé un grand effort de propagande pour gagner la population en cas de plébiscite, sans doute Bismarck s'appuie-t-il constamment sur l'unanimité de l'opinion nationale allemande d'abord pour refuser l'annexion par la France, ensuite pour retarder le retrait de la garnison prussienne, mais les maîtres du monde, quoi qu'ils disent, n'entendent pas laisser la parole aux peuples. Les Russes sont formels à ce sujet. La politique internationale se sert bien plus de l'opinion publique qu'elle n'est influencée par elle.

Léopold II a-t-il déjà compris la puissance de cette arme? Il fait quelquefois allusion aux droits des populations luxembourgeoises qu'on ne peut mécon-

⁹² P.R.O. F.O. 519/223, Cowley à Stanley, Paris, 19 avril 1867. « I should have mentioned in my letter of yesterday that the K[ing] of the Belgians told me that there would be no difficulty in finding money in Belgium to pay for the acquisition of Lux., should it be necessary. One really does not know where to look for truth. When Van de Weyer was here he told me that he considered the acquisition of Lux. would be a danger to Belgium, and that he should request all his friends in England, to abstain from putting forward such a combination. Yet the first thing he does on his arrival in England is to suggest it to you ».

⁹³ A.A.E.F., *Correspondance politique des Consuls, Hollande 6*, Mahon à Drouyn de Lhuys, Eich (Luxembourg), 26 août 1866; *Mémoires et Documents, Hollande 150*, fol. 37, baron de Boigne, administrateur du Guillaume-Luxembourg à de Saint-Paul, conseiller d'Etat, directeur général au ministère de l'Intérieur à Paris, Luxembourg, 19 avril 1867.

⁹⁴ A.A.E.B., *Luxembourg II*, n° 266, Note de Banning, 2 mai 1867.

⁹⁵ Sur le rôle de Banning, cf. DISCALLES, *Trois dates...*, pp. 327-329, E. GOSSART, *Emile Banning et Léopold II, 1836-1892*, pp. 28-31 et J. STENGERS, *Textes inédits d'Emile Banning*, p. 26.

naître, mais la réussite de son jeu postulait le secret. Il ne pouvait se découvrir dans une opération de propagande ou de contre-propagande au Luxembourg. Pas plus qu'il ne pouvait se compromettre en Belgique dans l'éveil de la sympathie pour les compagnons de lutte de 1830 par la voie de la presse. Rogier et Banning, V. Tesch l'ancien ministre de la Justice, le beau-père de Mersch, le maître des forges luxembourgeois, avec son journal *L'Echo du Luxembourg*⁹⁶ se livraient à cette tâche délicate d'information.

D'autres journaux libéraux, *La Meuse*, *L'Organe* de Namur, *L'Etoile belge* appartenant à la famille d'Orléans, des journaux progressistes *L'Echo de Liège*, *Le Progrès* de Verviers soutiennent cette cause. Mais Frère-Orban se servit de *L'Echo du Parlement* et du *Journal de Liège* pour défendre sa thèse⁹⁷. Grâce à son ascendant, des journaux comme *L'Union libérale* de Verviers, *L'Impartial* de Bruges modifièrent leur première prise de position plutôt favorable à l'annexion. Quant au *Précurseur*, après que son correspondant à Bruxelles eut prôné dès le 2 avril le retour du Luxembourg à la mère patrie et après avoir consacré quelques articles nuancés en faveur de cette solution, il garda un prudent silence jusqu'au 7 mai où il soutint à nouveau la thèse réunionniste, son correspondant à Bruxelles se vantant d'avoir été le premier en Europe à avoir défendu cette thèse. Le grand journal belge d'audience internationale, *L'Indépendance belge*, adversaire tenace de Napoléon III, suivit une ligne coïncidant constamment avec les idées du ministre des Finances, que ce fût par pression ou plutôt selon nous, par conformité d'opinion. L'art du « black-out » était remarquable dans la feuille de Léon Bérardi: le silence était la plus puissante des armes. La presse catholique ne chercha guère à se servir de cette délicate question pour attaquer le gouvernement, et cependant l'importance de l'élément catholique au Grand-Duché aurait dû la pousser dans cette voie. Cependant, *Le Journal de Bruxelles* et *La Gazette de Liège* se montrèrent favorables au rattachement, mais d'autres feuilles comme *Le Bien public*, *La Patrie* de Bruges, *Le Courrier de l'Escaut*, *Le Hainaut* de Mons, furent très réservées, quant au *Nouvelliste* et au *Courrier du Soir* de Verviers, ils ne furent guère enthousiastes à soutenir la rétrocession.

La ligne politique des journaux est d'ailleurs sinueuse. Le 5 mai, *Le Journal de Bruxelles*, dans sa Correspondance particulière de Berlin, blâme les « étourderies » du ministère belge qui a cherché à ouvrir dans plusieurs capitales des

⁹⁶ A.A.E.F., *Correspondance politique des Consuls, Hollande* 6, fol. 171, Mahon à Moustier, Eich (Luxembourg), 15 avril 1867, *Mémoires et Documents, Hollande* 149, fol. 436, Ch. de Boigne à de Saint-Paul, Luxembourg, 11 avril 1867, fol. 469, van de Wynkele, agent français au même, Luxembourg, 15 avril 1867: « Or l'annexion à la Belgique, c'est Tesch ».

⁹⁷ J. GARSOU, *Frère-Orban, 1857-1878*, p. 194, Frère à Trassenster, Bruxelles, 11 avril 1867: « Il y a danger en ce moment de mettre le doigt entre l'arbre et l'écorce. Ni du côté de l'Allemagne, ni du côté de la France, on ne serait disposé à admettre un tiers à manger l'huile ».

négociations pour obtenir le Luxembourg « en laissant même Sa Majesté [le Roi] dans l'ignorance la plus complète », s'attirant « la juste sévérité » des gouvernements étrangers⁹⁸. Trois jours plus tard, le même journal publie une lettre de son correspondant particulier à Londres, critiquant le gouvernement belge qui, pour des raisons budgétaires et de politique partisane, s'oppose à la volonté royale de faire rentrer le Luxembourg dans le giron de la patrie belge. Il exprime l'espoir que Van de Weyer, « qui vient de recevoir ses pleins pouvoirs pour la Conférence, ne subira pas les influences de votre ministère et exprimera fermement et clairement la volonté royale que son Exc[ellen]ce représente ». Léopold II est d'ailleurs en train d'acquérir « le même prestige souverain de sagesse politique qui distinguait si éminemment son père »⁹⁹. Le correspondant de Paris s'exprime dans le même sens et dans son Bulletin du jour, le journal « forme le vœu de voir ces idées prévaloir dans le conseil des puissances »¹⁰⁰.

Léopold II, qui ne pouvait se découvrir, n'a sans doute pas joué de rôle dans cette information. A-t-il été mêlé à la publication des articles et brochures qui parurent à Paris au moment de son passage à la mi-avril ?

L'un est du comte de Chambrun, député pour la Lozère au Corps législatif, passé en 1863 à l'opposition dynastique qui fonda au soir de sa vie le célèbre *Musée social*. Il paraît sous forme de Lettre au rédacteur en chef de *La Presse*, le 12 avril 1867, sous le titre : *Le Luxembourg à la Belgique*¹⁰¹. « Pourquoi cette terre qui n'est point allemande ne suivrait-elle pas cette autre portion de province qui déjà en 1839 a été unie à la Belgique », l'Angleterre garantissant la nouvelle attribution ? Une brochure de Louis-Alexandre Foucher de Careil, membre du Conseil général du Calvados, *Le Luxembourg à la Belgique* connut deux éditions. Ce grand propriétaire, qui, après avoir été élu au Conseil général, avait manifesté de l'opposition, développe la même thèse mais dissuaderait la Belgique d'accepter un contrat léonin, l'échange de territoires¹⁰².

⁹⁸ *Journal de Bruxelles*, 5 mai 1867, 2^e p., col. 5 et 6. Corresp. part. de Berlin, 3 mai, initiales L.M. Le 6 mai ce correspondant revient sur le rôle d'intermédiaire efficace joué par Léopold II entre Paris et Berlin (*Journal de Bruxelles*, 7 mai 1867, 3^e p., col. 3 et 4).

⁹⁹ *Journal de Bruxelles*, 8 mai 1867, 2^e p., col. 4-5-6. Correspondance, Londres, 6 mai. Le lendemain l'*Echo du Parlement* accusa le journal catholique de « posséder quelque part une fabrique de correspondances étrangères » et signala que le Sénateur qui avait fait dans les salons de Londres des révélations était le sénateur de Charleroi Pimez.

¹⁰⁰ *Journal de Bruxelles*, 8 mai, 2^e p., col. 1, Paris, 6 mai, init. E. et *ibid.*, Bulletin du jour, 1^e p., col. 2.

¹⁰¹ *La Presse*, 12 avril 1867, 1^e p., col. 2, 3, 4. Elle a été ensuite reproduite dans les *Fragments politiques*, Paris, 1871, pp. 171-178 de CHAMBRUN (Joseph, Dominique, Aldebert PINETON, comte de).

¹⁰² A. FOUCHER DE CAREIL, *Le Luxembourg à la Belgique*, avec pièces justificatives, Paris, E. Dantu, 1867, in-8°, 56 p. Bibl. Nat., Paris, 8° Lb⁵⁶ 1737 et 2^e éd. 44 p., in-8°, Lb⁵⁶ 1737A. Le récit s'arrête au 10 avril, il y a des mentions d'articles de journaux des 11 et 13 avril (p. 15, n° 1). *Bibliographie de la France*, 4 mai 1867 (n° 3649).

C'est une idée semblable que défend Eugène Forcade dans la *Chronique de la Quinzaine* de la *Revue des Deux Mondes* le 14 avril 1867¹⁰³. Mais il est des théories expansionnistes, telle celle défendue par Ad. Weill, *La question du Luxembourg et la crise européenne. Lettre à M. de Bismarck*, qui joindrait à la Belgique le Luxembourg et les provinces rhénanes. Ces populations seraient consultées mais seraient heureuses d'être réunies au peuple belge « un des peuples les plus heureux, les plus prospères, les plus florissants du monde entier »¹⁰⁴. Emile de Girardin défendit un projet similaire dans *La Liberté* du 24 avril 1867: entrée de la Hollande dans la nouvelle Confédération de l'Allemagne, élévation de la Belgique à l'état de puissance mixte forte de 10 millions d'habitants, la Hollande, la Prusse, la Hesse, la Bavière lui abandonnant tous leurs territoires sur la rive gauche du Rhin¹⁰⁵. Il donna à son article le titre « *Une Convention que l'on ne conclura pas* »; cet article témoigne de l'imagination du grand journaliste, mais aussi de la désinvolture des journalistes à tailler, à l'époque, dans les territoires à l'ouest du Rhin.

Léopold II était trop avisé pour s'arrêter à semblables rêveries, mais la lettre du comte Chambrun, la brochure de Foucher de Careil, doivent peut-être quelque chose à des milieux proches de notre Souverain.

Quant aux raisons profondes qui inspirent le roi des Belges, elles sont claires. Il veut inaugurer son règne par un coup d'éclat. Il n'a pas de souvenir de l'échec de 1839, mais il souhaite remporter un succès diplomatique impressionnant, une victoire de prestige. Son orgueil en serait fouetté. « Je vois cent raisons qui rendront le Luxembourg dangereux pour nous et je n'en vois qu'une qui doive nous le faire désirer: une certaine Gloriole », a écrit Jules Devaux avec une pointe de malice¹⁰⁶. Outre ces considérations de prestige, Léopold II voyait certes des avantages stratégiques à l'opération: la défense du territoire serait appuyée à la fois sur Anvers et Luxembourg. Y découvrirait-il un gain économique important? Il ne s'exprime point sur ce thème. Mais les richesses minières et forestières du Grand-Duché étaient appréciables, l'industrie sidérurgique s'y développait rapidement. En cas de réunion, charbonnages du sillon Sambre-et-Meuse, minières luxembourgeoises, entreprises sidérurgiques wallonnes et luxembourgeoises feraient partie d'un même Etat, or comme

¹⁰³ *Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1867, p. 1042. L'opinion libérale en France « voudrait qu'il fût possible à l'Angleterre et à la France franchement associées dans le même effort d'obtenir la réunion du Grand-Duché à la Belgique et de couvrir d'une garantie commune l'existence indépendante du royaume belge et du royaume hollandais, ces deux moitiés d'un état qu'on a si souvent voulu former et qui ne s'est jamais pu fonder, les Pays-Bas ».

¹⁰⁴ Ad. WEILL, lauréat de l'Académie de Strasbourg, *La question du Luxembourg et la crise européenne. Lettre à M. de Bismarck*, Paris, E. Dantu, 1867, B.N. Lb⁵⁶ 1736. *Bibliographie de la France*, 4 mai 1867, n° 3747.

¹⁰⁵ *La Liberté*, 24 avril 1867, 1^{er} page, col. 2-3-4.

¹⁰⁶ *A.G.R., Papiers Van de Weyer* 40, J. Devaux à Van de Weyer, Bruxelles, 7 mai 1867.

le Luxembourg était membre du Zollverein, c'était là une situation préoccupante. Celui qui devait brasser tant d'affaires, de la Chine au Congo, avait-il aperçu toutes les complications des concurrences industrielles, avait-il déjà saisi l'importance des liaisons ferroviaires pour le charbon belge et la minette lorraine? Le proche avenir allait lui ouvrir les yeux.

Son ministre des Affaires étrangères, Charles Rogier, le volontaire de 1830, voulait compléter l'œuvre inachevée. Il est attaché de toutes les fibres de son cœur à la civilisation française, il se lamente le 9 mai parce que le Luxembourg, restant dans le Zollverein, sera prussianisé, il aurait dû être maintenu dans le « cercle franco-belge »¹⁰⁷.

Son adversaire, Walthère Frère-Orban est inspiré par des raisons de haute politique. Il veut que le pays reste en dehors du conflit, il faut sauver sa neutralité. Le ministre de Grande-Bretagne, Howard de Walden, a bien opposé les deux hommes: le sentimental et le froid calculateur¹⁰⁸. Frère-Orban connaissait bien le Luxembourg, il faisait de fréquents séjours à Ste-Ode, en Ardenne. Il pesait peut-être le poids de la concurrence de la sidérurgie luxembourgeoise et il évaluait les conséquences politiques de l'entrée au Parlement belge de représentants en majorité catholiques. Autant de raisons supplémentaires de rester sage.

Léopold II n'obtint pas le Luxembourg en 1867. Il avait livré un premier grand combat sur le champ de bataille de la diplomatie. La leçon ne fut pas oubliée. Elle lui servit lorsqu'il nourrit des desseins plus vastes et lorsqu'il manœuvra avec une habileté consommée, entre les Grandes Puissances, pour fonder l'Etat Indépendant du Congo.

¹⁰⁷ A.G.R., *Papiers Van de Weyer* 41, Rogier à Van de Weyer, Bruxelles, 9 mai 1867.

¹⁰⁸ P.R.O. F.O. 10/277, Howard de Walden à Stanley, Bruxelles, 6 mai 1867, confidentielle n° 74. «Mons'. Rogier looks upon the possible annexion of Luxemburg to Belgium in a spirit of sentiment—as gratifying to Belgian National pride while Mons'. Frère-Orban his most influential colleague treats the subject in the strictly practical point of view of calculation of the obvious *material* disadvantage for which no *material* compensation is afforded ».

The first part of the book is devoted to a general history of the United States from its discovery to the present time. It is divided into three volumes. The first volume covers the period from the discovery of the continent to the establishment of the first colonies. The second volume covers the period from the establishment of the first colonies to the Declaration of Independence. The third volume covers the period from the Declaration of Independence to the present time.

The second part of the book is devoted to a general history of the United States from its discovery to the present time. It is divided into three volumes. The first volume covers the period from the discovery of the continent to the establishment of the first colonies. The second volume covers the period from the establishment of the first colonies to the Declaration of Independence. The third volume covers the period from the Declaration of Independence to the present time.

The third part of the book is devoted to a general history of the United States from its discovery to the present time. It is divided into three volumes. The first volume covers the period from the discovery of the continent to the establishment of the first colonies. The second volume covers the period from the establishment of the first colonies to the Declaration of Independence. The third volume covers the period from the Declaration of Independence to the present time.

The fourth part of the book is devoted to a general history of the United States from its discovery to the present time. It is divided into three volumes. The first volume covers the period from the discovery of the continent to the establishment of the first colonies. The second volume covers the period from the establishment of the first colonies to the Declaration of Independence. The third volume covers the period from the Declaration of Independence to the present time.

